



Direction Générale du Budget

RAPPORT D'EXECUTION AU 31 DECEMBRE 2017 DE LA LOI DE FINANCES, GESTION 2017

*Loi n°2016-33 du 26 décembre 2016 portant loi de finances
pour la gestion 2017*

Version citoyenne

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I- SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE ET NATIONALE POUR 2016.....	3
1. Situation économique mondiale, régionale et sous régionale.....	3
2. Cadre macroéconomique national d'exécution de la loi de finances, gestion 2017	4
II- SITUATION A FIN DECEMBRE 2017 DES FINANCES PUBLIQUES.....	4
1. Situation des recettes budgétaires de l'Etat à fin décembre 2017	4
2. Situation des dépenses budgétaires à fin décembre 2017	6
3. Solde budgétaire d'exécution au 31 décembre 2017	7
III- SITUATION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2017	8
1. Mobilisation des ressources de trésorerie	8
2. Exécution des charges de trésorerie.....	8
3. Solde global d'exécution budgétaire à fin décembre 2017	9
CONCLUSION	9



INTRODUCTION

Pour rendre compte aux citoyens de l'utilisation des ressources publiques mobilisées dans le cadre d'une année budgétaire, la Direction Générale du Budget, élabore et publie les rapports trimestriels d'exécution de la loi de finances. En effet, c'est un document qui présente les moyens collectés et utilisés et les réalisations obtenues dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Pour faciliter la compréhension desdits rapports et pour assurer leur accessibilité au public, il est procédé, chaque trimestre, à la transcription en version simplifiée. Pour l'année budgétaire 2017, la version citoyenne du rapport d'exécution au 31 décembre s'articule autour des points ci-après :

I- SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE ET NATIONALE POUR 2017

1. SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE, REGIONALE ET SOUS REGIONALE

L'économie mondiale a enregistré une croissance soutenue en 2017. Le Fonds Monétaire International (FMI) a estimé la croissance mondiale en 2017 à 3,7% contre 3,1% en 2016. L'encadré ci-après est l'image de ce qui s'est passé dans les pays développés et dans les pays en voie de développement.

Encadré 1

Aux Etats-Unis, d'après le FMI, le taux de croissance économique devrait atteindre 2,3% en 2017 après 1,5% en 2016. Le taux d'inflation moyen s'est établi à 2,1% en 2017 contre 1,3% l'année précédente.

Dans la zone euro, la croissance atteindrait 2,4% pour 2017 contre 1,8% en 2016. Le taux d'inflation s'est affiché à 1,5% en 2017 contre 0,2% en 2016.

En Chine, le taux de croissance est estimé à 6,8% en 2017 contre 6,7% en 2016. Le taux d'inflation quant à lui s'est établi à 1,5% en 2017 contre 2,0% pour l'année 2016.

Au sein des pays de l'UEMOA, l'activité économique devant rester dynamique, le taux de croissance de la zone est estimé à 6,5% en 2017 contre 6,1% en 2016, soutenu principalement par les secteurs secondaire et tertiaire. Le taux d'inflation au sein de la zone, il s'établirait à 1,2%, restant contenu dans la limite communautaire.

Au Nigéria, l'économie est officiellement sortie de récession depuis le deuxième trimestre 2017. Selon le FMI, le taux de croissance de l'économie s'afficherait à 0,8% en 2017 contre -1,6% en 2016. Cette amélioration de la croissance s'est toutefois déroulée dans un contexte fortement inflationniste. Le taux d'inflation s'est établi à 16,3% contre 15,7% en 2016.

2. Cadre macroéconomique national d'exécution de la loi de finances, gestion 2017

Les revenus et les dépenses sont les mêmes dans la loi de finances pour la gestion 2017 (votée par l'Assemblée Nationale) et sont égales à la somme de **2 010, 586 milliards de FCFA** contre 1 423, 487 milliards de FCFA en 2016, soit une hausse de 41,24%.

Voici décrits ci-dessous, les principaux agrégats macroéconomiques, tels qu'ils sont prévus lors de l'élaboration du budget et tels qu'ils sont ressortis en fin de gestion 2017.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques pour l'année 2017

Agrégats macroéconomiques	Réalisations	2017	
	2016	Prévisions	Estimations
Taux de croissance économique	4%	5,4% ¹	5,6%
Taux d'inflation annuel moyen	-0,3%	1,2%	2,1%
Balance globale des paiements (-=déficit)	-3,3% du PIB	3,5% du PIB	-2,6% du PIB
Solde budgétaire avec PIP, dons compris (Base ordonnancement)	-6,2% du PIB	-12,3% du PIB	-7,2%
Taux de pression fiscale	12,6%	13,8%	13,5%
Ratio de l'encours de la dette	49,5% du PIB	56,4% du PIB	54,3%

Source : DGB/DGAE/MEF, mars 2018

II- SITUATION A FIN DECEMBRE 2017 DES FINANCES PUBLIQUES

1. Situation des recettes budgétaires de l'Etat à fin décembre 2017

Le niveau de mobilisation des recettes dépend de celui de la croissance économique. A cet effet, à fin décembre 2017, le niveau de réalisation des recettes budgétaires² est de **1 002, 560 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle de **951, 340 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de 99,5%. En volume, les recettes budgétaires sont en hausse de 170 611,3 milliards de FCFA par rapport au niveau de réalisation à fin décembre 2016.

La performance dans la mobilisation des ressources inscrites en loi de finances pour la gestion 2017 est le résultat des actions **de lutte contre la corruption et de sécurisation de**

¹ Le taux de croissance initialement estimé à 6% est revu à 5,4%.

² Les recettes budgétaires comprennent les produits issus : des administrations financières (DGDDI, DGI et DGTCP) ; de l'ANDF ; du FNRB et des autres budgets ; des comptes d'affectations spéciales, des dons budgétaires ; des produits des allègements de la dette publique et des fonds de concours et des recettes assimilées.

recettes (meilleur recouvrement des produits des services intermédiaires de recettes et mise à jour systématique de la base de données des contribuables et sa connexion au Système Intégré de Gestion des Finances Publiques).

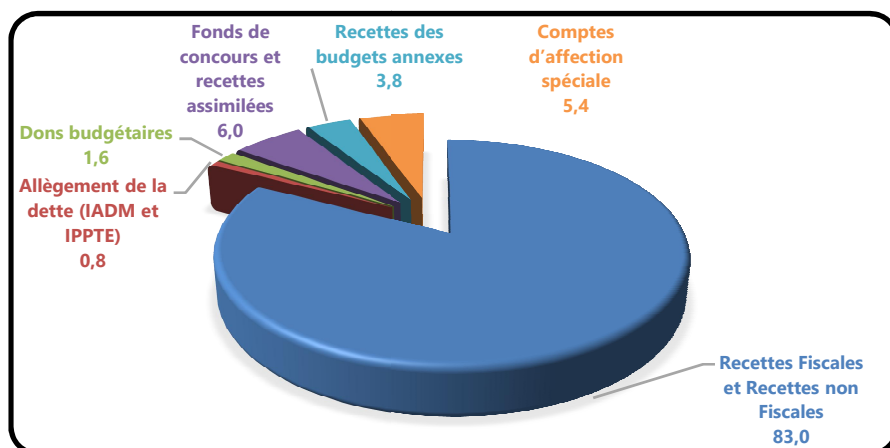
Le tableau ci-dessous donne les détails sur les différentes sources de revenus de l'Etat pour la couverture de ses dépenses.

Tableau 2 : Evolution des réalisations de recettes budgétaires entre 2016 et 2017 (en milliards de FCFA)

Désignation	Années			Taux (%) (b-a)*100/a
	Réalisation 2016 (a)	Prévision 2017	Réalisation 2017 (b)	
I. RECETTES FISCALES ET RECETTES NON FISCALES	740,732	835,999	884,336	19,4
Douanes	289,729	369,850	312,253	7,8
Impôts	381,464	411,206	403,251	5,7
Trésor	69,539	54,943	167,184	140,4
ANDF	-	-	1,648	-
II. AUTRES RECETTES BUDGETAIRES	31,827	84 140	51 112,1	60,6
Allègement de la dette (IADM et IPSTE)	6,355	8,000	-	-
Dons budgétaires	0	15,840	13,985	-
Fonds de concours et recettes assimilées	25,472	60,300	37,127	45,8
III. RECETTES DU FNRB ET AUTRES ORGANISMES	35,585	33,177	55,473	55,9
FNRB	23,753	25,400	31,637	33,2
FR	4,035	4,400	3,668	-9,1
CAA	7,797	3,300	20,169	158,7
IV. COMPTES D'AFFECTION SPECIALE	23,805	54,486	11,639	55,9
TOTAL GENERAL	831,949	1 007,725	1 002,560	20,5

Source : MEF/DGB, mars 2018

Graphique 1 : Contribution des différents types de recettes au budget de l'Etat à fin décembre 2017



Source : MEF/DGB, mars 2018

2. Situation des dépenses budgétaires à fin décembre 2017

Globalement, les dépenses du budget de l'Etat à fin décembre 2017 ont été engagées à hauteur de **1 397, 272 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle de 1 697, 986 milliards de FCFA, soit un taux d'engagement de 82,3%. Comparativement au niveau d'engagement de 2016, il ressort une hausse de **270, 661 milliards** d'exécution des dépenses publiques en 2017. Cette performance dans l'exécution budgétaire dénote d'un meilleur pilotage des dépenses de personnel, une rationalisation des dépenses de fonctionnement et de transfert et une priorisation et accélération des dépenses d'investissements.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution de l'exécution des **dépenses ordinaires** (fonctionnement des ministères et institutions de l'Etat) et des **dépenses d'investissement** (exemple : dépenses liées à la construction des routes, des écoles et des hôpitaux...) entre 2016 et 2017 (en milliards de FCFA).

Tableau 3 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires entre 2016 et 2017

Désignation	Années			Taux (%)
	Réalisation 2016 (a)	Prévision 2017	Réalisation 2017 (b)	(b-a)*100/a
I. DEPENSES DU BUDGET GENERAL	1 149,990	1 569,442	1 244,965	22,7
a. Dépenses ordinaires	833,090	761,125	713,161	-1,7
Dépenses de personnel	340,980	354,628	340,560	-4,1
Charges financières de la dette	48,564	103,700	106,393	68,0
Dépenses d'acquisitions de biens et services	158,796	102,597	104,693	4,9
Dépenses de transfert	284,750	200,200	161,515	-22,1
b. Dépenses en capital	316,901	808,317	531,804	83,9
Financement intérieur (contribution budgétaire + emprunt extérieur)	143,010	575,317	359,424	86,8
Financement extérieur	173,891	233,000	172,380	78,0
• Prêts	71,3459	172,700	135,253	89,6
• Dons	25,4719	60,300	37,127	45,8
II. DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES	74,618	74,058	95,317	18,7
FNRB	65,226	65,850	86,497	24,2
FR	7,519	6,000	6,937	-12,6
CAA	1,873	2,208	1,884	-31,7
III. COMPTES D'AFFECTION SPECIALE	39,811	54,486	56,989	82,3
TOTAL GENERAL	1 264,420	1 697,986	1 397,272	24,0

Source : MEF/DGB, mars 2018

3. Solde budgétaire d'exécution au 31 décembre 2017

A fin décembre 2017, l'exécution budgétaire présente un solde global déficitaire d'un montant de **282,972 milliards de FCFA**, base ordonnancement contre 222,002 milliards de FCFA en 2016. Les principaux soldes budgétaires sont retracés dans le tableau ci-après :

Tableau 4 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution à fin décembre 2017 (en milliards de FCFA)

Type de Budget	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Général et Comptes d'Affectation	947,087	1 192,727	-245,640
FNRB	31,637	86,497	-54,860
CAA	20,169	1,895	18,274
FR	3,668	4,413	-0,746
Solde global d'exécution budgétaire	1 002,560	1 285,532	-282,972

Source : MEF/DGB, mars 2018

III- SITUATION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2017

1. Mobilisation des ressources de trésorerie

Sur une prévision de **1 002,861 milliards de FCFA**, le niveau de mobilisation à fin décembre 2017 des ressources de trésorerie atteint **868,111 milliards de FCFA**, soit un taux de 86,6%.
Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau ci-après :

Tableau 5 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin décembre 2017 (en milliards de FCFA)

Nature	Prévisions	Réalizations	Taux (%)
Remboursement prêts et avances	0,947	0,008	0,8
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt Obligataire)	285,300	255,155	76,2
<i>Emprunts extérieurs (prêts projets ; prêts programmes)</i>	<i>210,300</i>	<i>173,014</i>	<i>82,3</i>
<i>Financement banques locales</i>	<i>75,000</i>	<i>82,141</i>	<i>109,5</i>
<i>Tirage sur FMI</i>	<i>-</i>	<i>25,802</i>	
Autres ressources de trésorerie	716,614	565,165	78,9
<i>Obligations du trésor</i>	<i>542,314</i>	<i>345,637</i>	<i>63,7</i>
<i>Bons du trésor</i>	<i>174,300</i>	<i>219,528</i>	<i>125,9</i>
Variation des dépôts des correspondants du Trésor		21,981	-
Produits des cessions d'actifs	-	-	-
Total	1 002,861	868,111	86,6

Source : MEF/DGTCP/DGB, janvier 2018

2. Exécution des charges de trésorerie

A fin décembre 2017, l'exécution des charges de trésorerie s'élève à **413,780 milliards de FCFA** contre 298,648 milliards de FCFA en 2016. Le développement desdites charges est consigné dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin décembre 2017 (en milliards de FCFA)

Nature	Prévisions	Réalizations	Taux (%)
Prêts et avances	3 200	18	0,6
Amortissement emprunts obligataires	48 600	48 582,1	100
Amortissement tirages FMI	9 600	8 816,7	91,8
Amortissement emprunts extérieurs	31 600	51 822,9	164,0
Amortissement Bons du Trésor	162 000	221 655	136,8
Indemnités de vacation des enseignants	8 000	6 889,1	86,1
Amortissement dettes banques locales	39 600	22 813,8	57,6
Variation des instances de paiement	10 000	26 156,9	261,6
Retrait des correspondants du Trésor	-	27 025,6	-
Total	312 600	413 780,1	132,4

Source : MEF/DGTCP/DGB, mars 2018

3. Solde global d'exécution budgétaire à fin décembre 2017

Le besoin global de l'Etat (écart entre dépenses et recettes de l'Etat ajouté aux charges de trésorerie) pour la couverture des dépenses en fin de gestion 2017 s'élève à **696,751 milliards de FCFA**. Le niveau de mobilisation des ressources de financement étant de **868,111 milliards de FCFA** en 2017, le solde global de financement est excédentaire de **171,359 milliards de FCFA**.

CONCLUSION

Au terme de la gestion, 2017, les régies financières prises dans leur ensemble, ont atteint et même dépassé les objectifs budgétaires à elles assignés.

S'agissant des dépenses budgétaires, elles ont été globalement bien engagées et touchent essentiellement les secteurs sociaux et les secteurs des infrastructures productives. Ceci traduit les options de politiques prises par le Gouvernement pour l'amélioration des conditions de vie des populations et la consolidation des bases pour une croissance économique durable.

En termes de perspectives, la Direction Générale du Budget devra poursuivre la politique de revue des dépenses et d'arrimage des engagements aux disponibilités de trésorerie. Quant aux régies financières, elles devront réfléchir, concevoir et mettre en œuvre, les mécanismes et autres mesures susceptibles d'améliorer la pression fiscale dans notre pays.